

Une centaine de pays pourraient interdire les bombes à sous-munitions

LEMONDE.FR avec AFP | 19.05.08 | 15h39 • Mis à jour le 19.05.08 | 15h49

Des représentants d'une centaine de pays sont réunis, à partir de lundi 19 mai, à Dublin pour négocier pendant douze jours un traité ambitieux interdisant les bombes à sous-munitions (BASM) dans le monde. Cette conférence s'inscrit dans un processus initié en février 2007 à Oslo, où 46 pays avaient adopté une déclaration commune appelant à l'interdiction d'ici à 2008 "d'utiliser, de produire, de transférer et de stocker" des BASM. L'objectif est de parvenir à un accord sans ambiguïtés, qui aurait la même portée historique que la Convention d'Ottawa, qui avait banni les mines antipersonnel en 1997.

Ce texte proscrit l'usage, la production et le commerce des BASM, et établit une date butoir de six ans pour la destruction des stocks existants. Il réclame également la décontamination des zones "polluées" et envisage l'aide à apporter aux victimes. Le document final sera soumis à la signature de tous les Etats, même ceux n'ayant pas participé au processus d'élaboration, les 2 et 3 décembre prochains à Oslo.

Les 250 ONG présentes à la conférence, dont [Handicap International](#), craignent que plusieurs pays ne cherchent à édulcorer le traité final, notamment la France, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Japon ou le Royaume-Uni.

UNE VICTIME TOUTES LES TRENTE MINUTES

De plus, de nombreux producteurs de BASM brilleront par leur absence à Dublin, notamment les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan et Israël. Ils s'opposent toujours à l'interdiction de ces armes particulièrement meurtrières pour les civils et encore récemment utilisées en Irak, ou en 2006 au Liban par l'armée israélienne.

Composées d'un conteneur (bombe, obus, missile, roquette) regroupant jusqu'à 650 mini-bombes appelées sous-munitions, les BASM sont larguées par voie aérienne ou terrestre. Selon Handicap International, 5 % à 40 % des BASM n'explorent pas au premier impact, se transformant de fait en mines antipersonnel, mortelles pour les populations civiles. D'après les ONG, 15 000 à 20 000 personnes sont victimes d'un accident par mine ou munition non explosée chaque année, soit une personne toutes les trente minutes. Pour Handicap International, 98 % des victimes sont des civils et 27 % des enfants.

Au moins 77 Etats stockent plusieurs milliards de BASM, estime l'ONG. Les Etats-Unis en détiendraient de 700 à 800 millions. Handicap International précise qu'au moins 59 entreprises continuent à produire des BASM ou leurs composants, dont la moitié en Europe et huit aux Etats-Unis.